

BELLAVANCE, Marcel, *Le Québec et la Confédération. Un choix libre?* (Québec, Éditions du Septentrion, 1992), 214 p.

Nadia Fahmy-Eid

Volume 49, numéro 3, hiver 1996

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/305450ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/305450ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Fahmy-Eid, N. (1996). Compte rendu de [BELLAVANCE, Marcel, *Le Québec et la Confédération. Un choix libre?* (Québec, Éditions du Septentrion, 1992), 214 p.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 49(3), 421–425.
<https://doi.org/10.7202/305450ar>

BELLAVANCE, Marcel, *Le Québec et la Confédération. Un choix libre?* (Québec, Éditions du Septentrion, 1992), 214 p.

L'ouvrage de Marcel Bellavance projette un éclairage très vif sur un épisode connu de l'historiographie québécoise de la seconde moitié du XIX^e siècle. Connue parce qu'évoquée dans les grandes synthèses d'histoire du Québec et dans quelques monographies d'histoire religieuse, le rôle du clergé dans l'élection de 1867 (qui entérina l'entrée du Québec dans la Confédération canadienne) n'avait pourtant jamais fait l'objet jusqu'ici d'une analyse vraiment approfondie. Mises à part les options politiques bien connues d'un M^{gr} Bourget, d'un M^{gr} Lafleche ou d'un M^{gr} Langevin, on connaissait surtout les mandements que les évêques québécois avaient adressés à leurs fidèles à la veille des élections de 1867. C'était peut-être assez pour bien identifier l'orientation politique de l'épiscopat, mais ce n'était certainement pas suffisant pour cerner l'étendue de son influence sur le résultat final du vote. Pour le savoir, il aurait fallu mieux connaître dans quel cadre sociopolitique a pris forme cette intervention cléricale à la veille de 1867, quels en furent les principaux acteurs et surtout quels moyens d'action (discours et pratiques) ces derniers ont privilégiés pour atteindre leurs objectifs. Il aurait fallu également réfléchir sur la portée éventuelle de cette intervention et sa capacité d'infléchir le résultat final du vote. Pour répondre à toutes ces interrogations, il était indispensable, en fait, d'aller au-delà des sources plutôt limitées dont s'étaient contentés jusqu'ici les historiens qui ont traité cette question et surtout d'interroger ces sources à partir d'une problématique plus claire et d'une méthode d'analyse appropriée.

Ce sont justement ces multiples défis que tentera de relever l'ouvrage de Marcel Bellavance. Mais avant d'évaluer les résultats de son travail et de conclure aux succès ou aux limites des objectifs poursuivis, nous donnerons un bref aperçu de l'économie d'ensemble de cet ouvrage. Ce dernier comprend trois grandes divisions. Dans une première partie, l'auteur présente à la fois sa problématique et le cadre géographique et social de sa recherche. Des cinq diocèses existant au Québec en 1867, il en retient deux : ceux de Montréal et de Trois-Rivières, qui totalisent ensemble 104 paroisses. Les diocèses retenus le sont surtout en raison des sources documentaires disponibles. Ainsi, les rapports pastoraux de 1865 et 1868 étaient introuvables dans le diocèse de Saint-Hyacinthe et demeuraient inaccessibles aux chercheurs dans celui de Québec. Or les rapports pastoraux recèlent justement des informations cruciales dans le cadre d'une problématique visant à mettre en rapport les choix politiques d'une population avec son comportement religieux

à un moment clé de son histoire. Il s'agit là d'un objectif ambitieux, relevant d'une approche à la fois politique et anthropologique, qui amènera l'auteur à retenir la paroisse, plutôt que le comté, comme cadre sociogéographique et unité de base de son étude. Au terme de cette première partie de l'ouvrage, nous verrons se profiler les trois catégories composant ce que l'auteur désigne comme «le pays réel», soit: un secteur urbain, un secteur «rural épanoui» et un secteur «rural instable». Le «pays réel», illustré par trois figures qui le situent dans l'espace, renvoie à des caractéristiques socio-économiques à partir desquelles sont définis un certain nombre d'indicateurs tels que: la dîme, le rendement agricole, la propriété, le niveau d'alphabétisation, etc.

Ces éléments serviront, plus loin, à identifier les bases de l'inégalité qui caractérisaient, en 1867, ce que l'auteur désigne comme le «pays légal», une notion qui renvoie, en fait, aux paramètres à partir desquels sont définis les droits de suffrage des citoyens. Il s'agit donc d'une approche qui postule l'existence d'un rapport entre les conditions matérielles de l'électorat et son comportement politique. Un rapport qui, en 1867, a revêtu une signification particulière dans la mesure où il se situait dans le cadre du suffrage censitaire.

La deuxième partie de l'ouvrage nous présente les protagonistes du drame, ce que Bellavance nomme «les acteurs». Il s'agira tour à tour de l'épiscopat et des curés, bien sûr, mais aussi de la presse et des politiciens. Chacun d'eux a assumé un rôle particulier, irremplaçable pourrait-on dire, dans la forme finale qu'a revêtu le dénouement de l'élection de 1867.

La présentation des acteurs renvoie à l'ensemble du contexte qui, au milieu des années 1860, s'est avéré propice à l'exercice par le clergé d'un rôle très important dans la vie politique. La stratégie du haut-clergé amènera ce dernier, au terme de négociations plus ou moins fructueuses avec le Parti conservateur, à accepter le projet confédératif, et surtout à le faire accepter par l'électorat en 1867. Le degré d'adhésion envers ce projet pouvait bien varier au sein de l'épiscopat. Les réticences ou la mauvaise humeur d'un M^{re} Bourget à l'endroit des politiques conservatrices pouvaient bien causer quelques remous, il reste que le ralliement de ce dernier finira par être obtenu, ce qui permettra aux évêques de présenter à leurs ouailles — du moins en apparence — un front uni face à l'option fédérale.

Les objectifs sous-jacents aux choix de l'épiscopat avaient alors d'autant plus de chances d'être réalisés qu'ils étaient secondés par un clergé aux effectifs accrus, mieux formé et plus discipliné que par le passé. Personnage influent et respecté, le curé disposait, pour influencer le vote de ses paroissiens, de moyens qui n'étaient pas à la portée du commun des mortels, même pas des politiciens les plus prestigieux. La chaire et le confessionnal se révéleront, en effet, des instruments privilégiés pour orienter les choix politiques des électeurs, surtout dans le cadre d'une société déjà acquise aux valeurs religieuses.

La collusion entre le clergé et la classe politique conservatrice qui prônait la Confédération passait également par l'école et par la presse. La majorité des membres des professions libérales, qui constituaient alors près

des deux-tiers de la députation à Québec, n'était-elle pas passée par les collèges ou les séminaires dirigés par ce même clergé? Quant aux journaux au sein desquels s'exerçaient la faconde ou l'éloquence de certains clercs et de l'élite intellectuelle conservatrice, il suffisait qu'ils aient été agréés par les autorités cléricales pour constituer des armes de combat redoutables, capables d'orienter une bonne partie des votes dans le sens voulu. L'ouvrage de Marcel Bellavance nous rappelle l'identité de ces journaux, ainsi que les grandes lignes du discours politique qu'ils véhiculaient à la veille et pendant l'élection de 1867. En conjuguant l'influence de *la Minerve*, du *Courrier du Canada* et du *Journal de Québec*, à celle du *Nouveau Monde* ou du *True Witness*, pour ne citer que ceux-là, on obtenait un forum extraordinaire pour défendre le projet confédératif. Face à ce consortium idéologique, l'opposition libérale véhiculée par *le Pays* ou *l'Union nationale* ne pouvait pas peser très lourd.

Certes, «alliés» cléricaux et conservateurs n'ont pas toujours vibré à l'unisson. La machine a grincé à quelques reprises. L'auteur nous rappelle les risques de rupture de cette alliance qu'ont représentés tour à tour la présence au sein du gouvernement de coalition d'un anticlérical notoire comme George Brown, le droit que s'arrogeait la législature fédérale d'autoriser le divorce, la frustration du clergé face à l'incapacité du gouvernement de coalition de garantir les droits des minorités religieuses à l'extérieur du Bas-Canada (minorités françaises catholiques dont l'article 93 de l'AANB se contentera d'ailleurs de protéger la religion et non la langue).

En recourant à une masse imposante de sources documentaires inédites, plus particulièrement à la correspondance entre clercs et politiciens, Bellavance nous montre cependant que, pour fragile qu'elle fût parfois, l'alliance cléricale-conservatrice a réussi à se maintenir. Et aussi à être efficace, puisque c'est grâce à elle, nous explique l'auteur, que sera mené à bon port le projet confédératif. Le clergé s'est trouvé à pratiquer au fond une sorte de «realpolitik». Cette attitude l'a amené ainsi, malgré l'irritation causée alors par les politiques conservatrices, à collaborer activement, en 1866 au Nouveau Brunswick, à un revirement du vote populaire en faveur du projet confédératif. Un réalisme politique qui culminera dans le ralliement final d'un M^{gr} Bourget aux options de ses collègues de l'épiscopat et dans la publication des fameux mandements de mai et juin 1867 en faveur de la Confédération.

S'agissait-il, entre clercs et militants fédéralistes, d'un mariage d'amour ou de raison? Au fond, le plus important ici est de savoir de quelle façon et à quel point cette union a porté fruit lors des élections de 1867. C'est ce que vise en fait à nous décrire la troisième partie de l'ouvrage consacrée à démontrer, et à démonter par le fait même, les divers moyens mis en œuvre par le clergé pour assurer au Parti conservateurs la victoire électorale en 1867. L'historiographie dans le passé en avait déjà mentionné quelques-uns, mais aucune étude, avant celle de Marcel Bellavance, n'avait poussé aussi loin l'enquête à ce sujet. Le tableau qui s'en dégage ne laisse aucun doute sur la redoutable efficacité de ces moyens.

Pendant que sur le plan dogmatique mandements et lettres pastorales assuraient l'orthodoxie religieuse de l'option politique proposée, journaux cléricaux et conservateurs assumaient l'élaboration d'un discours approprié, tandis que les curés mettaient en place des moyens pratiques pour orienter les votes dans le sens voulu.

Qu'elle revête la forme de discours colorés livrés du haut de la chaire, ou qu'elle se traduise par des sanctions religieuses énoncées à voix feutrée dans le calme du confessionnal, l'intervention des curés en faveur du projet confédératif apparaît multiforme. Elle était en effet assortie, comme le montre l'étude de Bellavance, d'un système de patronage au moyen duquel clercs et politiciens joignaient leurs efforts pour récompenser comme il se devait les indécis et les récalcitrants. Ainsi, à côté de l'énoncé de sentences spirituelles négatives (accusation de péché, refus des sacrements, etc.) figurait l'octroi de largesses matérielles (qu'on qualifierait aujourd'hui de «renforcement positif?»): nominations et postes obtenus, promesses ou exécution accélérée de travaux publics, etc. Les moyens de pression mis en place semblent avoir varié selon la conjoncture et aussi le zèle et l'imagination des curés et des élites en place.

Il est évident, comme le montre l'analyse de Bellavance, que l'efficacité de l'intervention cléricale fut accentuée du fait que, le vote ayant lieu dans le cadre élitiste du suffrage censitaire, les pressions décrites plus haut s'exerçaient sur un nombre restreint de paroissiens qui devenaient ainsi plus faciles à cibler. De plus, le vote n'étant pas secret, pas moyen pour les récalcitrants de se cacher derrière un anonymat protecteur.

Dans le cadre du dernier chapitre de l'ouvrage intitulé *La victoire du clergé*, l'auteur établit un rapport entre les pressions cléricales exercées lors de la campagne électorale de 1867 et le taux élevé de pascalisants parmi les électeurs abstentionnistes (figure 10). À partir de ce constat, l'analyse suggère que l'abstention politique de certains électeurs — qu'on peut supposer être des sympathisants des «rouges» — dût être le prix à payer pour qu'ils se voient accorder le droit de pascaliser. Dans le cadre du faible écart séparant les votes bleus et rouges en 1867 — moins de 10% en moyenne —, on réalise que les votes rouges ainsi perdus ont pu s'avérer déterminants dans le résultat final du vote qui avalisait le projet confédératif.

Au terme de la lecture de ce livre, on peut comprendre, sans difficulté, qu'à la question initiale contenue dans le titre de l'ouvrage, (un choix libre?) l'auteur conclut par la négative: à la suite de pressions exercées par le clergé sur les électeurs en 1867, la liberté de choix de ces derniers paraît avoir été bel et bien hypothéquée. Le problème de l'influence cléricale dans la sphère politique au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle était certes connu, mais l'analyse de Marcel Bellavance jette un éclairage très vif sur plusieurs facettes méconnues de ce problème. Elle en présente une perspective à la fois plus globale et plus approfondie.

On peut reprocher à cette analyse de prendre parfois quelques risques sur le plan méthodologique. L'auteur mise un peu trop sur la capacité des lecteurs de décoder certains tableaux. Ainsi la figure 7 (p. 111), qui vise à

illustrer la corrélation entre le suffrage censitaire et la situation économique des citoyens, est difficile à déchiffrer. Le traitement des données quantitatives auquel la matrice d'interprétation fait référence est tributaire d'une méthode neuve et originale mise au point par le sémiologue Jacques Bertin, méthode que l'auteur a utilisée avec profit dans le cadre de ses travaux antérieurs. Il reste que les non-initiés à cette méthode auront du mal à en interpréter les résultats. L'autre type de risque méthodologique évoqué plus haut est lié à l'hypothèse postulant un rapport entre la condition socio-économique des électeurs et leurs choix politiques. Ce rapport, reconnaît l'auteur, s'est rélévé inexistant. Quant à nous, il nous apparaît, que la pertinence d'une telle hypothèse était douteuse au départ, puisque, dans le cadre d'un suffrage censitaire, la catégorie des mieux nantis est la seule représentée.

Les quelques critiques formulées ici n'enlèvent pourtant pas grand-chose aux mérites d'un ouvrage qui parvient à faire le point d'une façon aussi approfondie et intéressante sur un problème historique de première importance. À partir d'une variété et d'un nombre impressionnant de sources documentaires, l'auteur établit, sans doute aucun, l'influence déterminante de l'Église sur le résultat du vote en 1867. Influence d'autant plus grande qu'elle s'est exercée dans le cadre des conditions «idéales» que représentait justement le suffrage censitaire. Non seulement moins de la moitié de la population avait accès à ce «pays légal» évoqué par l'auteur, mais cette portion plus réduite devenait également une cible plus facile à identifier et donc plus vulnérable aux pressions religieuses exercées à son endroit. Avant l'étude entreprise par Marcel Bellavance, cette dimension pourtant cruciale du problème n'avait jamais été suffisamment soulignée.

Décidément, l'articulation du religieux et du politique constitue, hier comme aujourd'hui, un mélange d'une efficacité redoutable. Vous le saviez certes déjà, mais cet ouvrage, si éclairant à maints égards, saura vous en convaincre encore plus.